



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**DAGE du Ministère de
l'Agriculture**

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appel d’Offres Ouvert
AOR	: Appel d’Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAGE	Direction de l’ Administration Générale et de l’ Equipement
DAO	: Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignement et de Prix
MA	: Ministère de l’ Agriculture
PV	: Procès verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 31 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant **la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Agriculture (DAGE/MA)**. Ce rapport n'a pas encore fait l'objet d'observations par l'AC et compte tenu de la date limite qui est arrivée à échéance, nous ne sommes pas en mesure de lui accorder un délai supplémentaire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par la loi relative aux marchés publics et ses textes d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2012, **la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Agriculture (DAGE/MA)** a conclu trente trois (33) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de FCFA 99 221 270. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur huit (08) marchés conclus et représentant 50% en valeur du montant total.

La vérification de l'exhaustivité des informations obtenues à partir des comptes de 2012 nous a permis de procéder à une revue des données et aux recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes de l'AC. Au terme de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par la DAGE/MA sur la période d'audit.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation		DAGE/MA			
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
		Nombre	Montant	Nombre	Scoop en volume/mode
DRP		33	99 221 270	8	49 820 226
AOO	> Seuil DCMP				
	<Seuil DCMP				
AMI					
AOR					
ED					
TOTAL		33	99 221 270	8	49 820 226
Taux de couverture				24%	50%

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

■ DEFAUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP

Au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

■ DEFAUT DE CONVOCATION FORMELLE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES

Les membres de la commission ne sont pas convoqués de manière formelle avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

■ FRACTIONNEMENT DE MARCHES

Les marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques ont fait l'objet de fractionnement. En effet, les montants cumulés de ces deux (02) types de marchés exécutés (23 301 785 F CFA pour les fournitures de bureau et 17 664 608 F CFA pour les consommables informatiques) sur l'année 2012 dépassent le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

■ INSUFFISANCE DU SYSTEME D'ARCHIVAGE

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis.

■ NOMINATION TARDIVE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté N°11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

■ DEFAUT DE DEMANDE DE DOCUMENTS NECESSAIRES A LA PARTICIPATION AUX MP

Selon l'article 44 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011, tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés notamment les attestations justifiant, dans les conditions fixées par arrêté ministériel, qu'il a satisfait à ses obligations à l'égard de la Caisse de Sécurité Sociale, de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), des services chargés des recouvrements fiscaux et de l'inspection du Travail, une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation exigibles au titre des marchés publics de l'exercice précédent, etc.

Cependant, nous avons constaté que le Ministère ne demande pas ses documents obligatoires pour les marchés de DRP examinés.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Nous avons examiné 8 marchés récapitulés comme suit :

INTITULES DU MARCHÉ	MONTANTS EN F CFA
DRP	
Achat de consommables informatiques pour le cabinet	4 035 600
Travaux d'entretien et de réparation de véhicules du parc	4 075 473
Achat de divers matériels de bureau	5 964 900
Achat de diverses fournitures de bureau	4 999 660
Acquisition de consommables informatiques	6 999 288
Travaux de réparation de véhicules du parc	9 882 724
Fourniture et pose de rideaux dans les bureaux du Ministère	4 897 531
Etude d'un atelier de formation sur la passation des marchés publics	8 965 050
TOTAL	49 820 226
TAUX DE COUVERTURE	50%

Pour ces marchés, hormis les constats d'ordre général nous n'avons pas noté d'anomalies spécifiques.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la réalité des dépenses nous avons procédé à l'inspection physique de l'acquisition de consommables informatiques d'un montant de F CFA 4 035 600. Nous n'avons pas relevé d'anomalies par rapport à l'exécution de ce marché.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, nous estimons que la DAGE/MA n'a pas respecté les procédures de passation édictées par la réglementation des marchés publics. En effet, sur les huit (8) DRP examinées, nous avons noté le fractionnement sur deux (2) marchés de fournitures en plus de la nomination tardive des membres de la CM.

S'agissant de l'exécution physique des marchés, nous estimons qu'elle est conforme.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR.....	8
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	14
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	15
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	17
3.3. LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE	18
3.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	18
3.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	19
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	20
4.1. LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	21
4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	21
4.3. LA COMMISSION DES MARCHES	22
4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION.....	22
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA DAGE/MA.....	23
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	24
5.3. SYNTHESE DES ANOMALIES	27
5.4. INSPECTION PHYSIQUE	29
ANNEXES	30

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère, et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, exigences essentielles à une bonne gouvernance dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel, en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence relatifs à la présente mission.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect par les entités concernées, des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats, aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des

règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les conditions de passation des marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat, sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les normes d'audit internationales, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Senior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de garantir une pleine coopération des structures auditées et d'une traçabilité sans faille des opérations.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,

- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la

faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2009-522 portant organisation et fonctionnement des agences d' exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU MA

4.1 La PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

Sous l' autorité du Premier Ministre, le Ministre de l' Agriculture a pour mission de promouvoir le développement durable de l' agriculture en vue, notamment, d' assurer la sécurité alimentaire et d' améliorer le niveau de vie des populations rurales.

A ce titre :

- il prépare et met en œuvre la politique arrêtée par le Chef de l'Etat dans le secteur agricole ;
- il coordonne, suit et évalue l'exécution des politiques, programmes, projets et actions relatifs à :
 - l'encadrement et la formation des producteurs ;
 - au conseil agricole et rural ;
 - l'accroissement et la diversification de la production agricole ;
 - la protection des végétaux ;
 - les aménagements hydro-agricoles, infrastructures et équipements ruraux ;
 - à la recherche appliquée en matière d'agriculture ;
 - à la formation professionnelle agricole.

A cet effet, il oriente les activités des services centraux, régionaux, départementaux et locaux placés sous son autorité en vue de l' accomplissement des missions de développement agricole.

Le Ministère de l' Agriculture comprend outre le Cabinet du Ministre et les services rattachés :

- la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement (DAGE)
- la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS) ;
- la Direction de l'Agriculture ;
- la Direction de l'Horticulture ;
- la Direction de la Protection des Végétaux ;
- la Direction du Génie Rural ;
- les Directions régionales de développement rural ;
- et les services départementaux du développement rural.

Le Ministre de l' Agriculture est la personne responsable des marchés sauf habilitation expresse.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Elle est notamment chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des marchés. A ce titre, les dispositions de l'arrêté N° 11586/MEF du 28 Décembre 2007 délimitent les attributions de la CPM au niveau de chaque autorité contractante. Elle est notamment chargée, entre autres, des activités suivantes :

- l'examen de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;

- l'établissement en début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du CMP ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

Pour la gestion 2012, la Cellule de Passation des Marchés du Ministère est instituée par arrêté du Ministre de l' Agriculture n°0000804 du 31 janvier 2012. Elle comprend une seule personne.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

Elle est nommée par arrêté du Ministre de l' Agriculture n°001575 du 20 février 2012 et est composée de seize (16) membres avec leurs suppléants respectifs.

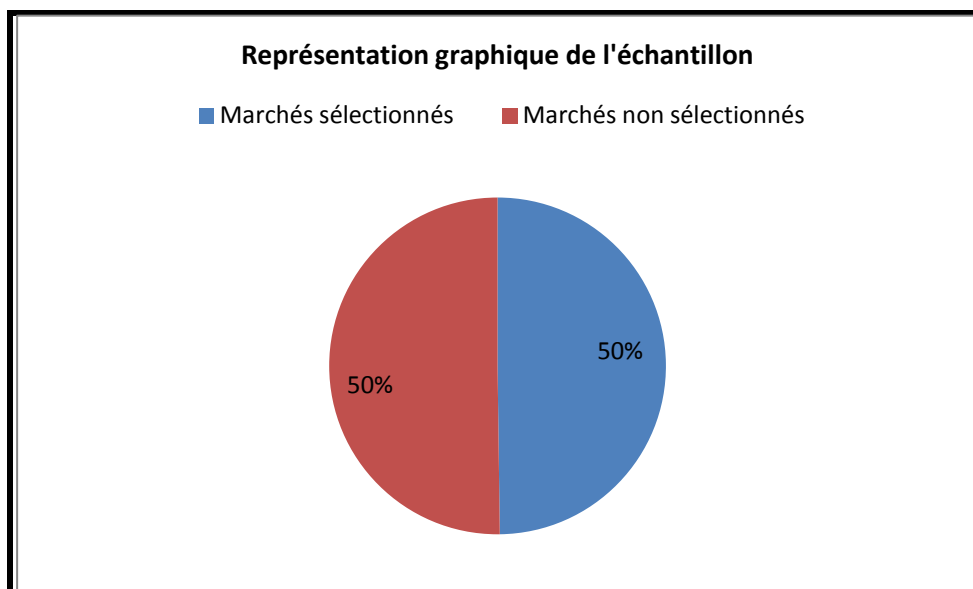
4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)

Le Ministère de l' Agriculture n' a pas nommé de manière formelle une commission de réception durant la gestion 2012.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de la gestion 2012, la DAGE/MA a conclu trente trois (33) marchés par la seule procédure de demandes de renseignements et de prix (DRP) pour un coût global de F CFA 99 221 270. Nos travaux ont porté sur huit (08) de ces marchés d'un montant de F CFA 49 820 226, soit 50% en valeur. L'échantillon peut être représenté graphiquement comme suit :



5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

5.2.1 CONSTATS D'ORDRE GENERAL

■ DEF AUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP

Au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA de transmettre les procès-verbaux d'attribution à la DCMP aux fins de publication des résultats sur le site des marchés publics.

■ DEF AUT DE CONVOCATION FORMELLE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES

Les membres de la commission ne sont pas convoqués de manière formelle avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA de convoquer formellement les membres de la CM à cinq (05) jours francs au minimum avant la tenue de leurs réunions.

■ FRACTIONNEMENT DE MARCHES

Les marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques ont fait l'objet de fractionnement. En effet, les montants cumulés de ces deux (02) types de marchés exécutés (23 301 785 F CFA pour les fournitures de bureau et 17 664 608 F CFA pour les consommables informatiques) sur l'année 2012 dépassent le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA d'évaluer le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de services et des marchés de travaux, que le Ministère envisage de passer au cours de l'année et de faire des appels d'offres allotis ou à imputation multiple.

■ INSUFFISANCE DU SYSTEME D'ARCHIVAGE

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA de prendre les dispositions idoines afin de sauvegarder les dossiers de marchés par le biais d'un isolement des archives des dossiers de marchés dans un local prévu spécifiquement à cet effet.

■ NOMINATION TARDIVE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en procédant à la nomination des membres de la CM au plus tard le 05 janvier de chaque année

■ ABSENCE DE DEMANDE DE PIECES NECESSAIRES A LA PARTICIPATION AUX MP

Selon l'article 44 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011, tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés notamment les attestations justifiant, dans les conditions fixées par arrêté ministériel, qu'il a satisfait à ses obligations à l'égard de la Caisse de Sécurité Sociale, de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), des services chargés des recouvrements fiscaux et de l'inspection du Travail, une attestation justifiant le paiement des redevances de régulation exigibles au titre des marchés publics de l'exercice précédent, etc.

Cependant, nous avons constaté que le Ministère ne demande pas ses documents obligatoires pour les marchés de DRP examinés.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au MA d' exiger les pièces nécessaires à la participation aux marchés publics requises pour les candidats conformément aux dispositions de l' article 44 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

5.2.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Le nombre de marchés passés suivant la procédure de demande de renseignement et de prix examiné dans le cadre de nos travaux s'élève à huit (08), représentant 50% en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2012.

- **Achat de consommables informatiques pour le cabinet, pour un montant de F CFA 4 035 600 ;**
- **Travaux d' entretien et de réparation de véhicules du parc, pour un montant de F CFA 4 075 473 ;**
- **Achat de divers matériels de bureau, pour un montant de F CFA 5 964 900;**
- **Achat de diverses fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 4 999 660 ;**
- **Acquisition de consommables informatiques, pour un montant de F CFA 6 999 288;**
- **Travaux de réparation de véhicules du parc, pour un montant de F CFA 9 882 724 ;**
- **Fourniture et pose de rideaux dans les bureaux du Ministère, pour un montant de F CFA 4 897 531;**
- **Etude d' un atelier de formation sur la passation des marchés publics, pour un montant de F CFA 8 965 050**

Pour ces marchés, hormis les constats d' ordre général nous n' avons pas noté d' anomalies spécifiques.

5.3. SYNTHÈSE DES ANOMALIES

5.3.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	1	2	3	4	5	6	7	8	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalies sur le dispositif organisationnel et institutionnel										
Défaillance de l'archivage	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Nomination tardive des membres de la CM	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Défaut de convocation formelle des membres de la CM	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Fractionnement de marchés	1	1	1	1					4	50%
Anomalies sur les règles de publicité										
Défaut de publication des attributions	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Anomalie sur la sélection des candidats										
Non exigence des pièces obligatoires à fournir par les candidats	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%

5.3.2 TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1	Défaut de transmission des avis d'attribution à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics.	Publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP dans le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
2	Insuffisance du dispositif d'archivage et de classement.	Archiver et classer tous les dossiers de marchés en liasse regroupant toutes les pièces de la procédure de passation et d'exécution conformément au manuel d'archivage et de classement de l'ARMP.	AC/CPM
3	Fractionnement des marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques.	Evaluer le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de services et des marchés de travaux, que le Ministère envisage de passer au cours de l'année et de faire des achats allotis ou faire des imputations multiples.	AC/PRM
4	Défaut de convocation formelle des membres de la CM.	Convoquer les membres de la CM cinq (05) jours francs avant la tenue de leurs réunions.	AC/CPM
5	Défaut de demande de pièces obligatoires à fournir par les candidats pour participer aux commandes publiques.	Exiger les pièces nécessaires à la participation aux marchés publics requises pour les candidats conformément aux dispositions de l'article 44 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.	AC/CPM

5.4 TESTS DE VERIFICATION DE LA MATERIALITE DES DEPENSES

➤ Sélection

Notre sélection a porté sur l'acquisition de consommables informatiques, pour un montant de 4 035 600 F CFA.

➤ Travaux effectués

Afin de vérifier la réalité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique de ces dits consommables acquis durant l'exercice 2012 en examinant la cohérence entre les biens livrés, le bordereau de livraison, le contrat, le procès verbal de réception.

➤ Résultats

Les travaux n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

5.4 TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Le suivi des recommandations n'a pu être effectué du fait que ce Ministère n'a pas été audité sur l'exercice précédent.

ANNEXES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

➤ **DRP - FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de consommables informatiques, pour un montant de F CFA 4 035 600.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture/Cabinet
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Achat de consommables informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	DOLY BTP
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	01/03/2012
10.Date ouverture des plis	14/03/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	19/03/2012
12. Date de publication des résultats	Non publié
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	30 j
16. Date de réception	27/03/2012
17. Montant du marché	4 035 600 F CFA
18. Montant du Budget	8 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;

- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le fractionnement des marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques ont fait l'objet. En effet, les montants cumulés de ces deux (02) types de marchés exécutés (23 301 785 F CFA pour les fournitures de bureau et 17 664 608 F CFA pour les consommables informatiques) sur l'année 2012 dépassent le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;
- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés de même nature dont le budget cumulé dépasse les seuils de DRP ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication, de convocation des membres de la CM, et de fractionnement.

➤ **DRP - FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de consommables informatiques, pour un montant de F CFA 6 999 288.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Achat de consommables informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	MENDA SERVICES
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	01/03/2012
10. Date ouverture des plis	14/03/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	19/03/2012
12. Date de publication des résultats	Non publié
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	30 j
16. Date de réception	21/03/2012
17. Montant du marché	6 999 288 F CFA
18. Montant du Budget	9 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le fractionnement des marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques ont fait l'objet. En effet, les montants cumulés de ces deux (02) types de marchés exécutés (23 301 785 F CFA pour les fournitures de bureau et 17 664 608 F CFA pour les consommables informatiques) sur l'année 2012

dépassent le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;
- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés de même nature dont le budget cumulé dépasse les seuils de DRP ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication, de convocation des membres de la CM, et de fractionnement.

➤ **DRP - REPARATION VEHICULES DU PARC**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à la réparation de véhicules du parc, pour un montant de F CFA 9 882 724.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Travaux de réparation véhicules du parc
6. Nom de l'attributaire du marché	GIE ALOUCH
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	06/02/2012
10. Date ouverture des plis	13/02/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	13/02/2012
12. Date de publication des résultats	Non publié
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	20 j
16. Date de réception	19/03/2012
17. Montant du marché	9 882 724 F CFA
18. Montant du Budget	Non communiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;

- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication et de convocation des membres de la CM.

➤ **DRP - ACHAT DE MATERIELS INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'achat de matériels informatiques, pour un montant de F CFA 5 964 900.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Achat de matériels informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	PICO MEGA SENEGAL
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	06/02/2012
10. Date ouverture des plis	13/02/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	21/02/2012
12. Date de publication des résultats	Non publié
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	30 j
16. Date de réception	13/04/2012
17. Montant du marché	5 964 900 F CFA
18. Montant du Budget	6 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;
- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication et de convocation des membres de la CM.

➤ **DRP - FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de consommables informatiques, pour un montant de F CFA 4 999 660.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Achat de diverses fournitures de bureau
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Rame de papier
6. Nom de l'attributaire du marché	SERIGNE FALLOU MBACKE ENTREPRISE
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	26/01/2012
10.Date ouverture des plis	09/02/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	16/02/2012
12. Date de publication des résultats	15/03/2012
13. Date Ordre de service de commencer	
14. Date de démarrage effectif de prestation	
15. Délai d'exécution	30 jours
16. Date de réception	16/03/2012
17. Montant du marché	4 999 660 F CFA
18. Montant du Budget	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le fractionnement des marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques ont fait l'objet. En effet, les montants cumulés de ces deux (02) types

de marchés exécutés (23 301 785 F CFA pour les fournitures de bureau et 17 664 608 F CFA pour les consommables informatiques) sur l'année 2012 dépassent le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;
- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés de même nature dont le budget cumulé dépasse les seuils de DRP ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication, de convocation des membres de la CM, et de fractionnement.

➤ **DRP - ORGANISATION D'UN ATELIER DE FORMATION**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l' Organisation d'un atelier de formation sur les procédures de passation des marchés publics, pour un montant de F CFA 8 965 050.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Organisation d'un atelier de formation sur les procédures de passation des marchés publics
6. Nom de l'attributaire du marché	SUP NEGOCE
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	16/10/2012
10. Date ouverture des plis	22/10/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	25/10/2012
12. Date de publication des résultats	Résultat non publié
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	
16. Date de réception	12/12/2012
17. Montant du marché	8 965 050 F CFA
18. Montant du Budget	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;
- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre 2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication et de convocation des membres de la CM.

➤ **DRP - FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à la fourniture et pose de rideaux, pour un montant de F CFA 4 897 531.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture et pose de rideaux
6. Nom de l'attributaire du marché	DAMEL TRADING
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	07/03/2012
10. Date ouverture des plis	14/03/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	15/06/2012
12. Date de publication des résultats	01/03/2012
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	Non communiqué
16. Date de réception	15/06/2012
17. Montant du marché	4 897 531 F CFA
18. Montant du Budget	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;

- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication et de convocation des membres de la CM.

➤ **DRP - REPARATION VEHICULES DU PARC**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à la réparation de véhicules du parc, pour un montant de F CFA 4 075 473.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	DAGE du ministère de l'Agriculture
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	N/A
5. Description des biens, travaux ou service	Travaux de réparation véhicules du parc
6. Nom de l'attributaire du marché	Carrosserie TOUBA MECANIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	02/07/2012
10. Date ouverture des plis	11/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	04/10/2012
12. Date de publication des résultats	Non communiqué
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	30 jours
16. Date de réception	Non communiquée
17. Montant du marché	4 075 473 FCFA
18. Montant du Budget	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- le défaut de convocation formelle des membres de la commission des marchés avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la DAGE/MA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis ;

- la nomination tardive de la commission des marchés du MA est instituée par arrêté n°001575/MA/DAGE/BF du 20 février 2012 du Ministre soit plus d'un mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté 11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au MA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de ses textes d'application notamment l'arrêté n°11588 du 28 Décembre2007 fixant le nombre et le mode de désignation des membres de la commission en:

- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- convoquant les membres de la CM de manière formelle ;
- adoptant un dispositif d'archivage conforme au manuel d'archivage diffusé par l'ARMP ;
- exigeant les pièces obligatoires que les candidats doivent fournir pour être éligibles.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La DAGE/MA n'a pas respecté les dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en matière de publication et de convocation des membres de la CM.